



Des litres de lait déversés devant la préfecture du Mans (Sarthe), le 27 janvier. © Jean-François Morier / AFP

CRISE DE L'ÉLEVAGE: MIEUX PRODUIRE

AGRICULTURE. Les éleveurs manifestent avec une violence qui n'a d'égale que leur détresse. Pour Michèle Roux*, la libre concurrence dont ils pâtissent est complètement artificielle. Surtout, elle ne règle rien.

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE FONTAINE

TC: Pourquoi les éleveurs sont-ils si mécontents ?

Michèle Roux : Aujourd'hui en France et en Europe, non seulement on produit trop mais, en plus, de manière inadaptée. L'une des conséquences pour les producteurs de lait, dont je fais partie, c'est d'avoir un prix de vente en dessous du prix de revient. Alors qu'un litre de lait coûte à peu près 40 cts d'euros à produire, il ne se vend que 24 cts. Forcément, la situation est intenable.

Vous craignez la disparition programmée d'une partie des producteurs ?

Mais on ne cesse de disparaître ! On est de moins en moins nombreux, mais on produit toujours autant en gaspillant de plus en plus. On produit trop et pas ce dont on a besoin. En tout état de cause, la loi du marché ne règle rien. Depuis la fin des quotas, on est toujours dans une situation de trop-plein...

De quels quotas parlez-vous ?

Le régime des quotas laitiers s'est mis en place dans l'Union européenne dans les années 1980, justement pour réguler la production trop importante. Ce régime a disparu complètement au début de 2015, d'où la crise actuelle. Pour faire court, le choix de la libre concurrence s'est progressivement imposé, et on nous rabâche que l'on ne peut empêcher personne de produire ce qu'il veut : « *C'est au marché de réguler* », nous assène-t-on. Sauf qu'on voit bien que ça ne marche pas. Dans l'agriculture, cette loi du marché est une notion complètement artificielle : on supprime les quotas, mais pas les primes. Les subventions européennes, elles, existent toujours.

Il faudrait supprimer ces primes européennes, c'est bien cela ?

À l'origine, au sortir de la Guerre, il s'agissait de soutenir la production

agricole. Cela a tellement bien fonctionné qu'en moins de vingt ans, la production a été suffisante. Mais, il aurait fallu changer de politique dès qu'on s'est mis à produire trop. Ce que l'on n'a pas fait. Du coup, 11 milliards d'euros sont encore versés chaque année. Or, seule une minorité en profite puisque 80 % des primes vont à 20 % des paysans : des céréaliers principalement. Les maraîchers, les arboriculteurs, les viticulteurs n'ont quasiment rien. Les plus petits éleveurs, ceux qui ont moins de 10 vaches, moins de 50 chèvres, non plus. Le mieux, c'est d'avoir un gros élevage avec le même animal. C'est donc une prime à l'agriculture intensive.

Les éleveurs de cochons n'ont jamais eu à respecter des quotas...

D'où les grosses usines à cochons ! Pour le lait, tant qu'il y avait des quotas, ce genre d'usines était inenvisageable. La

ferme des 1 000 vaches, dans la Somme, illustre parfaitement la fin de ce régime.

Quelles seraient les solutions ?

Mettons au moins en place des prix différenciés : faire en sorte de maintenir un prix correct pour 80 % de la production, et taxer ou payer à moindre prix les 20 % restants. Si bien que les paysans n'auraient dès lors plus d'intérêt à les produire.

À la Confédération paysanne, nous voulons surtout que le principe de souveraineté alimentaire devienne un droit inaliénable. Chaque pays aurait ainsi le droit de produire ce dont il a besoin pour ses citoyens et de se protéger contre le *dumping* des autres pays. Cessons de répéter que rien d'autre n'est possible : « *Quand une politique ne fonctionne pas, on en change !* » ■

(*) Productrice de lait en Dordogne, secrétaire nationale de la Confédération paysanne.